

PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières
Arrêté de prescriptions complémentaires n° 2019/ICPE/159
Société MANITOU à Ancenis

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE *Chevalier de la Légion d'honneur*

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le titre 8 du livre I^{er} relatif aux procédures administratives ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.120-1, L.411-1, L.411-2, ainsi que ses articles R.411-1 à R.411-14 ;

Vu l'article R.181-46 du code de l'environnement ainsi libellé : « Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 (...) » ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2015 autorisant la société MANITOU NF à exploiter une unité de fabrication de matériels de lavage et de manutention sur son site d'Ancenis ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé par la société MANITOU BF le 7 novembre 2018 en vue de créer une aire de stockage de véhicules finis sur son site d'Ancenis ;

Vu la demande de dérogation au régime de protection des espèces et le dossier joint, établis par le Bureau d'études Ouest'am en Octobre 2018 ;

Vu l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP) en date du 25 mars 2019 ;

Vu la note de réponse à l'avis du CNPN adressée par la société MANITOU BF en date du 17 avril 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 mai 2019 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 23 mai 2019 ;

Vu la réponse du demandeur en date du 7 juin 2019 ;

Considérant que le projet de création d'une aire de stockage de véhicules finis ne constitue pas une modification substantielle devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;

Considérant que la protection de l'environnement et notamment la préservation des espèces animales et végétales sont d'intérêt général ;

Considérant que le présent projet d'aménagement est autorisé par le Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que la demande de dérogation pour le présent projet porte sur la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées ;

Considérant que les travaux et aménagements présentés dans le dossier résultent d'une méthodologie basée sur la démarche « Éviter, Réduire, Compenser » ;

Considérant que des mesures de compensation par la pose de nichoirs adaptés au Moineau domestique (*Passer domesticus*) et au Rougequeue (*Phoenicurus ochruros*) seront mises en place sur le bâtiment en pierres qui est conservé en zone Nn (sauf sur sa face Sud) ;

Considérant que des mesures d'accompagnement par la plantation de nouvelles haies multistrates d'essences locales en favorisant les arbres en tiges et de bas niveau ramifié d'environ 5 ans seront mises en place et sont prescrites avec leur localisation ;

Considérant que le pétitionnaire se fera accompagner par un professionnel dans la détermination des essences, espacements et plantations des haies d'accompagnement et qu'une note du plan d'implantation sera envoyée à la DDTM deux mois avant la plantation ;

Considérant la prescription de création de gîtes favorables au lézard des murailles (*Podarcis muralis*) par la création de murets en pierres servant d'adossement aux haies à créer ;

Considérant la prescription de création d'une mare de 220 m² au Nord Est du site ;

Considérant la mise en place d'un drainage sous la plateforme de stockage des engins produits par le pétitionnaire ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes et que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Chapitre I – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article I.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société MANITOU BF dont le siège social est situé à Ancenis est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la même commune, au 430 rue de l'Aubinière, les installations de fabrication de matériels de levage et de manutention.

Article I.2 – Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les articles 1.2.2 et 4.3.5 (a) de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2015 sont remplacés par les prescriptions du chapitre II du présent arrêté.

Article I.3 – Prescriptions complémentaires

Pour la création d'une plate-forme de stockage de véhicules sur son site d'Ancenis, l'exploitation respecte les prescriptions complémentaires du chapitre III du présent arrêté.

Chapitre II – Prescriptions modifiées

Article II.1 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
ANCENIS	L 42, L 171, L 43, L 45, L 125, L 188, L 189, L 191, L 193, L 195, L 197, L 199, L 201, L 203, L 368, L 369, L 393, L 493, L 395, L 485, L 495, L 544, L 546, L 549, L 551, L 562, L 563, L 566, L 567, L 568, L 570, L 573, L 618, L 619, L 634	L'HERMITAGE LA PLANCHE
	Parcelles visées par l'extension de 2019	
	L 480, L 481, L 483, L 484, L 492, L 494, L 596 à L 606, L 609 à L 611 et L 635 à L 637.	

La création d'une plate-forme de stockage de véhicules neufs visée par le dossier de porter à connaissance, déposé fin 2018, porte sur une surface de 12 300 m².

Article II.2 – Gestion des eaux pluviales

Pour limiter les effets de l'imperméabilisation de la surface de 12 300 m² mentionnés à l'article précédent, la société MANITOU BF renforce les dispositions en place en matière de confinement des eaux pluviales. La capacité actuelle des 3 bassins existants doit être augmentée d'au minimum 308 m³.

Les ouvrages mis en place respectent un débit de fuite de 3 l/s/ha, conformément aux préconisations du SDAGE Loire-Bretagne.

Conformément aux dispositions de l'article de 4.3.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 octobre 2015 les ouvrages sont équipés d'un séparateur à hydrocarbures et d'une vanne d'obturation.

Les eaux rejetées respectent les valeurs limites définies à l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé.

L'opérationnalité des dispositifs de collecte des eaux pluviales doit être garantie en toute circonstance, y compris durant les phases de travaux d'aménagements réalisées à l'initiative de l'entreprise ou à l'initiative de la collectivité en charge de la gestion de zone industrielle.

Article II.3 – Localisation des points de rejets des eaux pluviales

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets définis ci après :

N° point de rejet	Zones collectées	Points de rejet
1	Toitures bâtiments AN, P, O, E, F, G et K + voiries stockages chariots Nord et Est + piste d'essais Nord et PADI (surface 8,9 ha)	Bassin d'orage Nord : 1 200 m ³ équipé d'un séparateur à hydrocarbures Exutoire : ruisseau de l'Aubinière
2	Toitures bâtiments A, B, C, D, H, S, J, U1 et U2 + parking et voiries Est + piste d'essais Sud (surface 10,9 ha)	Bassin d'orage Est : 1 000 m ³ équipé d'un séparateur à hydrocarbures Exutoire : réseau EP communal rue de l'Hermitage côté Sud-Est
3	Parking entrée Nord-Ouest	Exutoire : réseau EP communal sortie Ouest rue de l'Aubinière
4	Accès véhicules Ouest + parking visiteurs + moitié toiture bâtiment L	Exutoire : réseau EP communal sortie Ouest rue de l'Aubinière
5	Toiture restaurant + moitié toiture bâtiment L + parking visiteurs Ouest + espaces verts	Exutoire : réseau EP communal sortie Sud-Ouest rue de l'Aubinière (diamètre 300 mm)
6	Toitures bâtiments R, N + parking Nord-Ouest	Exutoire : réseau EP communal sortie Nord-Ouest rue de l'Aubinière (diamètre 1 000 mm)
7	Sud-Ouest : centre de formation et espaces verts	Exutoire : réseau EP communal à l'Ouest du site rue de l'Aubinière

8	Voiries piste d'essais de La Planche au Nord-Est (1,5 ha)	Bassin d'orage piste d'essais de La Planche : 600 m ³ équipé d'un séparateur à hydrocarbures Exutoire : ruisseau de l'Aubinière
Extension 2019		
9	Zone de stockage de véhicules finis (La Planche au Nord-Est (1,2 ha)	Bassin d'orage zone de stockage de véhicules finis 308 m ³ minimum équipé d'un séparateur à hydrocarbures Exutoire : ruisseau de l'Aubinière

Chapitre III – Prescriptions complémentaires

1. Objet de la dérogation au titre des espèces protégées

Article III.1.1 – Nature de la dérogation

La dérogation est accordée dans le cadre du projet d'aménagement d'une plateforme de stockage d'engins finis dans l'emprise strictement définie dans le porter à connaissance fourni par le pétitionnaire sus-visé.

Dans ce cadre, le demandeur est autorisé à détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou d'aires de repos des espèces animales protégées suivantes :

- Grenouille verte (*Pelophylax* sp),
- Lézard des murailles (*Podarcis muralis*),
- Hypolaïs polyglotte (*Hippolais polyglotta*),
- Mésange charbonnière (*Parus major*),
- Moineau domestique (*Passer domesticus*),
- Pinson des arbres (*Fringila coelebs*),
- Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*),
- Rougequeue noir (*Phænicurus ochrurus*),

référencées dans la cartographie annexée aux présentes prescriptions.

2. Conditions de la dérogation au titre des espèces protégées

Article III.2.1 – Mesures générales à mettre en œuvre

Le maître d'ouvrage est tenu de signaler au préfet toutes nouvelles espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement, non visées au présent arrêté, dont la présence serait mise en évidence au cours des travaux.

Dans ce cas, si les travaux conduisent à impacter des espèces ou des habitats d'espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement, non visées au présent arrêté, le maître d'ouvrage est tenu d'établir un dossier de demande de dérogation complémentaire.

Article III.2.2 – Mesures particulières d'évitement, de réduction et de compensation

Le maître d'ouvrage met en œuvre les mesures proposées au dossier annexé à sa demande de dérogation et synthétisées ci-après, suivant les préconisations techniques et administratives détaillées, précisées dans le-dit dossier.

- Mesures concernant les espèces invasives :

Mise en place, lors de la phase de travaux, de toutes les mesures préventives (nettoyage des engins avant leur pénétration dans les zones de chantier) et curatives (éliminations manuelles ou mécaniques précoces) nécessaires pour que les travaux ne conduisent pas à l'introduction ou l'extension d'espèces exotiques envahissantes. Ces éléments devront figurer dans le dossier de consultation des entreprises de travaux.

- Mesures d'évitement et de réduction :

- Mesures relatives à l'organisation du chantier, notamment mise en place d'un suivi de chantier pour s'assurer de la mise en œuvre des mesures préconisées, validé par un audit externe.
- Formation des responsables de chantiers à la prise en compte des problématiques écologiques lors des travaux.
- Limitation de l'emprise des chantiers et de la circulation des engins au strict nécessaire.
- Évitement, en phase de travaux, des secteurs dans lesquels sont présentes des espèces protégées.
- Réalisation de la démolition des bâtiments lors d'une journée la plus chaude possible pour permettre aux reptiles de fuir et hors de la période de mars à mi-juillet pour ne pas impacter les espèces avifaunistiques y nichant.
- En amont du comblement de la mare sud, celle-ci sera asséchée à l'aide d'une pompe, permettant aux adultes de grenouilles vertes de se déplacer dans le plan d'eau conservé en zone Nn. Cette étape sera réalisée en dehors de la période de reproduction de l'espèce : mars à juillet.
- Réalisation des travaux d'arrachage de haies et de terrassement entre début octobre et fin février en mettant en défens les abords de la mare.
- Aménagements destinés à éviter toute propagation de pollution en cas de déversements accidentels (aires imperméabilisées, collecte puis traitement avant rejet des eaux de ruissellement, ...). En particulier, des aires d'entretien étanches sont à prévoir pour le nettoyage des engins et leur alimentation en carburant.

- Mesures de compensation :

- Création de gîtes pour les reptiles constitués de murets en pierres sèches sur lesquels viendront s'adosser les talus terreux.
- Création d'une mare de 220 m² au Nord-Est du site au sein de la zone Nn. La végétation devra se développer de manière spontanée, sans recours à des plantations.
- Pose de nichoirs adaptés au moineau domestique (*Passer domesticus*) et au Rougequeue noir (*Phoenicurus ochrurus*) sur les façades du bâtiment en pierres, conservé sur la zone Nn excepté la façade Sud.

Article III.2.3 – Mesures d'accompagnement et de suivi

Plantation de haies :

- Plantation de 5 haies aux abords de l'emprise du projet et/ou de la zone Nn. Ces haies sont reprises dans la cartographie annexée aux présentes prescriptions. Les linéaires seront constitués d'essences locales en composition multistrates de façon à recréer des haies bocagères. Les arbres en tiges et de bas niveau ramifiés d'environ 5 ans seront favorisés.
- Le pétitionnaire se fera accompagner par un professionnel dans les étapes de détermination, des essences et des espacements, de répartitions des pieds et de plantation. Une note du plan d'implantation avec la répartition des essences et leur gabarit sera envoyée à la DDTM au moins deux mois avant la plantation ;
- Les haies seront plantées :

- sur talus de façon à permettre aux animaux de thermo-réguler facilement ;
 - à proximité immédiate d'abris pierreux qui serviront de cachettes aux animaux ;
 - sans bâche, de façon à ce que la végétation spontanée puisse rapidement coloniser les pieds de haies.
- L'entretien des haies exclura toute utilisation de pesticides ou d'herbicides, veillera au maintien du système banquette, fossé et talus et la fauche des talus sera réalisée entre octobre et fin février, si nécessaire, pour limiter leur fermeture.
 - La prairie sera fauchée tardivement, après le 15 juillet. Selon le développement de la végétation, cette fauche pourra être réalisée tous les 2 ans.
 - Le site bénéficiera d'un suivi écologique pour les reptiles, amphibiens et oiseaux avec 2 passages par an en journée pour les reptiles et oiseaux et un passage diurne plus un nocturne pour les amphibiens pendant 2 ans. Ces suivis feront l'objet d'un rapportage au service en charge de la police de la nature. Les résultats annuels des suivis et les bilans intermédiaires et finaux sont transmis au même service, avant le 31 décembre de chaque année. Le bilan final devra mesurer si la biodiversité est au moins égale à ce qu'elle était initialement, avant la mise en œuvre du projet. Dans le cas où ces bilans feront apparaître une baisse des effectifs des populations d'espèces protégées impactées dont la cause est directement liée à l'aménagement réalisé, des mesures correctrices complémentaires sont transmises au service en charge de la police de la nature, pour validation. Ces mesures seront alors mises en œuvre par le maître d'ouvrage dans un délai de 3 années.

3. Dispositions générales

Article III.3.1 – Durée de validité de l'autorisation

La présente dérogation autorise l'entreprise MANITOU, du printemps 2019 au printemps 2020 pour l'exécution des travaux et jusqu'au 31 décembre 2021 pour la réalisation des suivis.

Article III.3.2 – Exécution des mesures de suppression, de réduction, de compensation et d'accompagnement

La présente dérogation est accordée, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de suppression, de réduction, de compensation et d'accompagnement visées au présent arrêté qui les précisent ou les complètent et du respect des délais d'exécution de chacune des mesures.

Article III.3.3 – Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies au présent chapitre peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Chapitre IV – Autres dispositions

Article IV.1 – Voies et délai de recours

En vertu des dispositions de l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette -CS 24 111 – 44 041 Nantes Cedex1) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article IV.2 – Publicité

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie d'Ancenis et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Ancenis pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article IV.3 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis, le maire de d'Ancenis et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **21 JUIN 2019**









**Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général**


Serge BOULANGER

ANNEXE 1

CARTOGRAPHIE DE LOCALISATION DES MESURES COMPENSATOIRES, D'ACCOMPAGNEMENT ET DES HAIES SUPPRIMÉES



-  Périmètre du projet
-  Haie arbustive existante à conserver
-  Haie à créer sur talus
-  Haie détruite
-  Mise en défens
-  Espèce impactée
-  Mare à aménager
-  Nichoirs à poser sur bâti

Vu pour être annexé à mon arrêté du : **21 JUIN 2019**

Nantes, le : **21 JUIN 2019**

Le PREFET
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Serge BOULANGER

